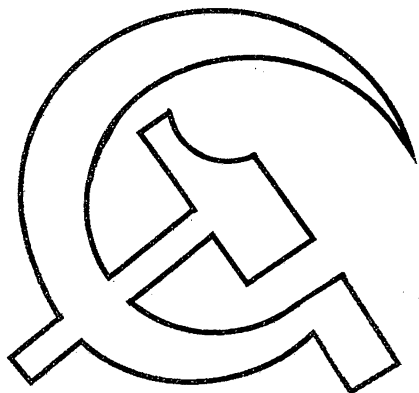




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 24 Juin 2012

N° 384

PRIX : 0,60 Euro

MALI



**QUAND LES DIRIGEANTS MALIENS ET CEUX DE LA CEDEAO
DEMANDENT L'ENGAGEMENT MILITAIRE
DES PAYS IMPERIALISTES AU MALI ...**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Quand les dirigeants maliens et ceux de la Cedeao...

Page 3

- Les groupes islamistes imposent la charia au Nord-Mali

Page 3-4

Sénégal :

- Guerre politico-médiatique...
- Les poissons disparaissent à cause du pillage capitaliste...

Page 5-6-7

Côte d'Ivoire :

- La situation à l'ouest ne se règlera pas par les armes
- Un gouvernement impuissant devant le banditisme

- Les riches ne veulent pas de bidonvilles à proximité de leurs villas...

Page 8-9

Madagascar :

- La pauvreté et les trafics de zébus se développent
- Rajoelina à la conférence de Rio...

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

QUAND LES DIRIGEANTS MALIENS ET CEUX DE LA CEDEAO DEMANDENT L'ENGAGEMENT MILITAIRE DES PAYS IMPERIALISTES AU MALI...

La crise politique et militaire qui semble s'éterniser au Mali frappe doublement la population pauvre. En premier lieu ce sont ceux qui habitent dans les zones de guerre au Nord du pays qui souffrent le plus. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont dû fuir de Gao, de Tombouctou et d'autres localités du nord pour aller se réfugier là où ils peuvent. Une fois arrivés dans les camps de réfugiés (au Niger ou en Mauritanie), ils doivent supporter des conditions d'existence très difficiles. Quant à ceux qui n'ont pas pu évacuer les villes en guerre, ils doivent subir toutes sortes d'exactions des hommes armés du MNLA ou des mouvements islamistes. Les habitants sont terrorisés par ces nouveaux occupants qui se comportent comme des voyous, qui rackettent, qui volent, qui violent et qui tuent pour un oui ou pour un non.

Mais cette situation de crise frappe aussi les habitants des autres régions qui ne sont pas en guerre. A commencer par ceux qui habitent à Bamako. Car au fur et à mesure qu'on s'enfonce dans la crise, l'activité économique se trouve diminuée. C'est le cas du secteur du transport de marchandises. Cela fait des recettes douanières en moins pour l'Etat malien mais cela favorise aussi l'augmentation du coup de la vie.

De nombreuses entreprises ont annoncé une baisse de 20 à 30% de leurs activités. Certaines ont mis leurs personnels au chômage technique pour une durée indéterminée, d'autres ont purement et simplement "remercié" leurs salariés sans aucune indemnité. C'est le cas de nombreux salariés dans le secteurs de l'hôtellerie et restauration.

Pendant ce temps, la seule préoccupation de ceux qui ont pris le pouvoir par un coup d'Etat en chassant ATT, c'est de claironner leur intention d'aller "reconquérir" le Nord par les armes. Certes, jusqu'ici ils n'ont fait que claironner, mais les va-et-vient des dirigeants maliens entre Bamako et Paris ainsi que la demande insistante de la Cedeao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) auprès des dirigeants impérialistes pour obtenir leur soutien militaire, indiquent peut-être qu'on s'achemine vers un engagement militaire de plus en plus ouvert. Et cela n'augure rien de bon pour la population pauvre car c'est elle qui risque le plus d'en faire les frais.

Que ce soit sous le couvert de l'ONU ou directement sous prétexte de venir au secours de populations, les dirigeants impérialistes, lorsqu'ils décident d'envoyer leurs troupes pour intervenir en Afrique ou ailleurs, c'est d'abord pour rétablir l'ordre impérialiste. On l'a vu en Irak, en Afghanistan et plus récemment en Lybie. Des quartiers entiers ont été bombardés dans les villes sous prétexte de poursuivre des terroristes qui s'y cacheraient. Des villageois ont subi le même sort, femmes et enfants compris. Et demain si ces mêmes dirigeants ou leurs successeurs décident d'intervenir

militairement au Mali, quels que soient les prétextes avancés, ce sera d'abord pour montrer que ce sont eux qui sont les maîtres du monde. Ils

n'hésiteront pas à bombarder les populations civiles innocentes car la seule chose qui compte pour eux ce sont les intérêts de l'impérialisme.

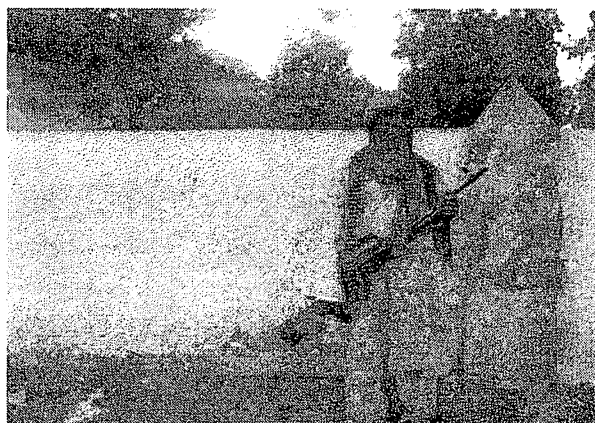
LES GROUPES ARMÉS ISLAMISTES IMPOSENT LA CHARIA DANS LES VILLES CONQUISES DU NORD-MALI

Les groupes armés islamistes se réclamant d'Ansar Eddine ont fait main basse sur la ville de Tombouctou après la débandade de l'armée malienne. Ils y ont instauré la charia. Tout dernièrement ils ont condamné à 100 coups de fouet, un couple dont le seul tort est d'avoir conçu un enfant hors mariage. Et pour bien montrer, que désormais ce sont eux qui font la loi et que tout le monde doit se tenir à carreau, ils ont décidé de procéder à ce châtimement corporel sur la place publique et ont tenu à déclarer qu'ils ne s'arrêteront pas là. Six autres femmes ayant commis la même "faute" subiront la même punition.

Quelques jours auparavant, à Bourem, une autre ville du Nord-Mali, ce sont des fumeurs qui ont été fouettés par les miliciens islamistes. Ces derniers ont confisqué des cartons de cigarettes et les ont brûlés.

Au mois de mai dernier c'était dans la ville de Gao qu'ils avaient sévi en voulant interdire aux jeunes de jouer au football ou de regarder la télévision. Mais là ils sont tombés sur des jeunes qui n'étaient pas prêts à se soumettre à leur

dictat sans rien dire. Il y a eu des bagarres et des manifestations de rue soutenues par une partie non négligeable de la population.



Un milicien armée à Gao

Les habitants de cette ville ont été d'autant plus révoltés par les agissements des groupes islamistes qu'ils ont été témoins du pillage de la ville par ces nouveaux occupants. Jusqu'au principal hôpital et aux petits centres de santé, tout a été pillé par ces bandits se réclamant d'Allah. Mais, voler et piller ne leur suffit pas, ils veulent en plus imposer les pratiques moyenâgeuses.

SÉNÉGAL

GUEGUERRE POLITICO-MÉDIATIQUE ENTRE ANCIENS ET NOUVEAUX MARGOULINS

En cette période de campagne électorale pour les législatives dont le premier tour est prévu pour le 1er juillet, on assiste à une surenchère démagogique entre les partis de la coalition gouvernementale et le PDS devenu principal parti d'opposition après la défaite de son leader, Wade, lors de l'élection présidentielle de mars dernier.

Dans sa soi-disant volonté de lutter contre les détournements de l'argent public,

Macky Sall a lancé des mandats d'arrêt à l'encontre d'un certain nombre de dirigeants du PDS. Ousman Ngom, l'ancien ministre de l'Intérieur de Wade, vient d'en faire les frais. Il vient d'être arrêté alors qu'il était en campagne électorale à Kolda. L'ancien président du Sénat a aussi été convoqué, quelques jours auparavant pour une "enquête sur l'enrichissement illicite". D'autres "convocations" auraient également été

lancées en direction d'autres notables de l'ancien régime. Il leur est reproché d'être partis de leurs ministères sans avoir effectué des audits pour évaluer la valeur du mobilier, du parc automobile et des objets de décoration de leurs résidences et de leurs bureaux. Le gouvernement fait courir le bruit selon lequel Karim Wade, le fils de l'ancien président, serait sur la sellette et qu'il aurait été mis en demeure de ne pas quitter le territoire national.



Ousmane Ngom, ex-ministre de l'Intérieur de Wade, récemment arrêté

Quelques dizaines de voitures de fonction "subtilisées" par d'anciens dignitaires du régime ont été saisies avec un grand fracas médiatique. L'ancien président Wade fait mine de s'en indigner en déclarant que : "C'est grave

que Macky (Sall) saisisse mes véhicules pour faire tranquillement sa campagne. Si on ne nous rend pas nos voitures, il n'y aura pas d'élections". Un responsable politique proche de Wade dit qu'il va porter plainte contre l'actuel président pour s'être enrichi illicitement. Il a déclaré que "Macky Sall doit lui aussi être audité. Nous avons vu dans (sa) déclaration de patrimoine qu'il a été évalué à plus de 4 milliards (FCFA, près de 6,1 millions d'euros). En 2000, il était locataire. Il a maintenant des immeubles jusqu'aux Etats-Unis"...

Tous ces gens-là qui s'accusent mutuellement d'avoir détourné l'argent public ou de s'être adonné à la corruption, se connaissent comme les doigts d'une main. Ils font partie du même panier de crabes. Aujourd'hui ils sont en concurrence, alors les coups bas et les règlements de comptes entre anciens compères font que la face cachée de l'iceberg sort un peu de l'eau et laisse entrevoir quelques uns de leurs larcins. Mais soyons sûr, après les élections législatives, les caméras et les projecteurs seront rangés et tout redeviendra comme avant. Entre voleurs ils finiront par trouver un terrain d'entente, même si quelques uns s'en sortiront peut-être avec quelques égratignures.

SÉNÉGAL

LES POISSONS DISPARAISSENT À CAUSE DU PILLAGE CAPITALISTE À GRANDE ÉCHELLE

L'activité de pêche au Sénégal est une des principales ressources dont dépend la vie d'une grande partie de la population côtière. Il y a d'abord les petits pêcheurs artisanaux qui en vivent directement et qui font vivre aussi leurs familles. Ensuite il y a les vendeuses de poissons qui écoulent les produits sur les marchés. Il y a aussi ceux qui les font sécher et fumer pour les conserver afin de pouvoir les vendre jusqu'à l'intérieur du pays. De cette activité de pêche dépend donc la vie de plusieurs centaines de milliers de familles.

Malheureusement, si cette activité est de plus en plus florissante pour la flottille de pêche industrielle qui bénéficie d'énormes moyens, il n'en est pas de même pour les petits pêcheurs artisanaux. Car, pendant que les premiers pillent

littéralement les côtes poissonneuses du pays, les seconds sont obligés d'aller de plus en plus loin des côtes pour trouver du poisson. Cela se traduit pour eux par un surcroît de cout de carburant mais aussi par un surcroît de travail du fait qu'il faut passer un temps plus long pour ramener une quantité de poissons de moins en moins importante. De plus, le risque d'accident devient plus grand étant donné que ces petites pirogues ne sont pas appropriées pour aller au-delà d'une certaine distance de la côte. De plus en plus souvent des pêcheurs sont portés disparus à la suite de naufrages de leurs petites embarcations. Chaque village de pêcheurs pleure ses disparus. Cela n'a rien à voir avec la fatalité.

Les petits pêcheurs ont plusieurs fois manifesté leur mécontentement auprès des autorités publiques, notamment à l'occasion des funérailles de leurs familles naufragées. Cela dure depuis plusieurs années. Les dirigeants politiques se sont toujours contentés de verser quelques larmes de crocodiles et ont toujours fermé les yeux sur le pillage des ressources halieutiques du pays par les compagnies de pêche industrielle. Et pour cause, ce sont ces mêmes autorités politiques qui délivrent les licences de pêche sans tenir compte de l'avenir des petits pêcheurs artisanaux. Bien souvent ces licences sont accordées en sous-main. Cette pratique existe depuis Senghor, et tous les pouvoirs qui se sont succédé y ont eu recours. Une compagnie paye par exemple officiellement le droit de pêcher durant six mois. Mais six ans après, elle continue toujours son activité sans être inquiétée par les autorités de surveillance. Parfois il s'agit d'un cota de pêche d'un tonnage précis. Mais moyennant bakchich, les autorités publiques ferment les yeux sur la quantité réelle de poissons prélevés.

Cette forme de corruption a enrichi bien des ministres et présidents. Il est difficile d'évaluer les milliards de francs CFA qui ont ainsi été prélevés indirectement des caisses de l'Etat. La seule chose qui est sûre c'est que personne jusqu'ici ne s'est retrouvé derrière les barreaux pour avoir été pris la main dans le sac.

Tout dernièrement, à l'occasion de la campagne électorale pour les législatives, le

gouvernement sénégalais a annoncé qu'il retirait 29 licences de pêche à des chalutiers appartenant à des compagnies étrangères mais pêchant sous la couverture de deux sociétés sénégalaises et d'une marocaine. Il ne faut surtout pas y voir une quelconque "volonté de mettre fin à l'activité illégale de pêche" comme l'a prétendu Macky Sall, mais probablement d'une prise en main de cette activité fortement lucrative, par son clan. Il y a des milliards en jeu et il y a de quoi s'enrichir pour les nouveaux arrivants au pouvoir.



Petits pêcheurs avant le départ en mer

Quant aux petits pêcheurs, aux petits mareyeurs et aux petites vendeuses de poissons, ils vont continuer à trimmer de plus en plus pour survivre alors que la mer va continuer à se vider à cause du pillage capitaliste pratiqué à une échelle de plus en plus grande et à une vitesse de plus en plus rapide.

CÔTE D'IVOIRE

*Nous reproduisons ci-dessous des articles du journal
« Le Pouvoir Aux Travailleurs » n° 183 édité en Côte d'Ivoire*

LA SITUATION À L'OUEST NE SE RÉGLERA PAS PAR LES ARMES

Le 8 juin, un groupe armé s'est attaqué à une patrouille de l'Onuci dans la région de Taï. Cette attaque a fait officiellement plus de 12 morts. Cela a servi de prétexte au gouvernement pour lancer une offensive militaire dont les victimes ne seront autres que de pauvres paysans.

Les problèmes à l'Ouest du pays sont avant tout des problèmes liés au foncier rural qui, depuis des années ne trouve pas de solution durable.

Les premières vagues de personnes qui ont commencé à exploiter les terres fertiles des

forêts de l'ouest furent les déplacés du barrage de Kossou à partir de 1977.

A cette vague de populations venues du Centre va s'ajouter celle du Nord à la recherche des terres cultivables. Ensuite, il y aura celle des populations des pays limitrophes comme le Burkina et le Mali, toujours pour la culture du café et du cacao. Dès le début des années 80, les premières crises liées à la possession de la terre vont éclater et le président d'alors, Houphouët-Boigny, va sans véritablement résoudre le problème, lancer cette phrase : « *La terre appartient à celui qui la met en valeur* ».

Pendant une décennie, le feu couvait. Avec le multipartisme et l'avènement des partis d'oppositions, le FPI va se servir de ce problème comme moyen de propagande auprès des populations natives de cette région. Une fois au pouvoir, Bédié fait de la surenchère avec sa politique xénophobe de « l'Ivoirité ». D'ailleurs, un an après l'adoption de cette fameuse loi, la région de San Pédro connaîtra alors une grave crise foncière sans précédent en 1999, où des milliers de Burkinabé ont été chassés de leurs plantations dans les environs de Tabou.

Ces populations dépossédées de leurs plantations trouvent plus tard un appui du côté de la rébellion de 2002. Durant toutes ces années, ces régions sont ainsi passées sous le contrôle d'une force puis de l'autre, suivi à chaque fois de massacres d'une population ou de l'autre par des bandes armées. L'action des bandes armées actuelles ravivent les douloureux souvenirs des massacres de Guitrozon, de Petit-Duékoué et de Duékoué.

Les autorités d'alors avaient tenté de résoudre ce problème par la solution militaire. Gbagbo avait nommé des préfets et gouverneurs militaires pour contenir les assauts des assaillants. Mais en réalité ce n'était pas pour résoudre le problème foncier qui opposait les pauvres paysans de part et d'autre mais plutôt une solution politique à sa rébellion. La crise postélectorale et le renversement de ce pouvoir, ont vu une prolifération de bandes armées dans cette région et leur lot de massacres de populations.

Avec la victoire du nouveau pouvoir, plusieurs villages guérés ont été incendiés et les populations ont fui, qui au Libéria voisin, qui dans les villes environnantes. Ces dernières veulent maintenant revenir chez elles et prendre possession des terres qu'elles estiment les leurs. S'y ajoute la présence « des chiens de guerre » libériens dans cette région. Ils viennent de temps en temps faire des incursions en Côte d'Ivoire à la recherche de la pitance.

Si le gouvernement était vraiment soucieux de trouver une solution durable à cette situation qui n'a que trop duré, il devrait prendre à bras le corps le problème du foncier rural en faisant de telle sorte que personne ne se sente lésée et rejetée. Mais pour cela il faut commencer par associer à la décision toutes les personnes qui exploitent les terres et vivent dans cette région et non leur envoyer une bande armée qui ne va susciter que de la colère et la haine à cause de sa brutalité.

CÔTE D'IVOIRE

UN GOUVERNEMENT IMPUISSANT FACE AU BANDITISME

A la fin du mois de mars, des travailleurs habitant le quartier populaire d'Abobo Derrière-rails, ont été arrêtés par des éléments des FRCI et présentés à la télévision comme des mercenaires. Après plusieurs jours de détention et de sévices corporels, ils ont pu recouvrer la liberté grâce à la mobilisation de leurs parents et de leurs connaissances qui ont manifesté devant le siège de l'ONUCI et à la RTI. Un mois après,

dans un autre quartier populaire de la commune de Yopougon, à GESCO, un autre travailleur a été enlevé nuitamment à son domicile. Cet ouvrier est un employé de la société SATOCI, sise à la zone industrielle de Yopougon, connu de tous ses collègues de travail. Après son enlèvement, il a été présenté par la presse proche du pouvoir comme un gangster tueur de FRCI. C'est d'ailleurs dans cette presse que ses

collègues ont appris son arrestation. Présentement, il est emprisonné à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA).

A défaut de combattre le banditisme dont les acteurs sont souvent des ex-miliciens qui ont

servi soit le camp FPI, soit celui du RDR, le pouvoir s'en prend aux travailleurs ramassés dans les quartiers pauvres. C'est sa manière à lui de faire croire qu'il agit. Mais ce sont les petites gens qui en font les frais pendant que les malfaiteurs courent toujours.

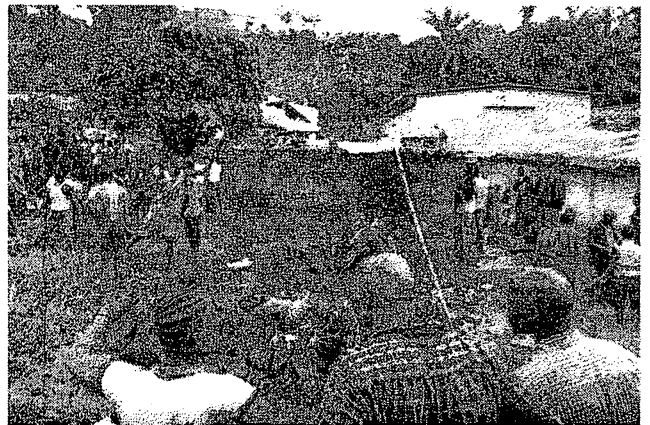
CÔTE D'IVOIRE

LES RICHES NE VEULENT PAS DE BIDONVILLES À PROXIMITÉ DE LEURS VILLAS, L'ÉTAT LES AIDES À CHASSER LES PAUVRES

Les bidonvilles dans les quartiers chics sont considérés comme des cellules cancéreuses par les riches qui y habitent. Et les gouvernants, à leur solde cherchent à se débarrasser de ces populations. Avant eux, Gbagbo avait essayé mais les populations ne se sont pas laissées faire. Cette année encore, prenant prétexte des pertes en vies humaines du fait de fortes pluies annoncées, le gouvernement veut faire un forcing.

Et pour se reloger, le gouvernement propose la somme de 150 000 Fr par famille. Que représentent cette somme aujourd'hui pour louer une maison dans un quartier qui ne serait pas à risque ? Rien. Cette somme permettrait tout au plus d'aller vivre dans un autre quartier précaire. Contrairement à ce que veulent faire croire les autorités, ces populations savent bien que leur vie est menacée. Elles qui ont souvent vu des voisins tués quand leurs maisons se sont écroulées. Elles ne restent pas sur ces sites par plaisir comme veulent le faire croire les autorités. Elles sont là parce que les salaires de misère qu'elles perçoivent ne permettent pas de

louer autre chose. Le prix du transport ainsi que les loyers sont élevés.



Un de nombreux quartiers précaire d'Abidjan après les dégâts causés par la pluie

Alors, ces 150 000 Fr peuvent peut-être donner bonne conscience aux gouvernants pour faire croire qu'ils font quelque chose. Mais la vraie solution ce serait de construire des logements sociaux, accessibles aux petites bourses, de procéder à des travaux d'aménagement et d'assainissement de certains quartiers précaires pour les rendre habitables.

LE GOUVERNEMENT FAIT LES POCHES AUX PARENTS D'ÉLÈVES!

À un mois des examens, le gouvernement vient de décider que les élèves en classe de terminale doivent faire une préinscription obligatoire à l'université. Le montant s'élève à 2.000 Fr. Pour la majorité des parents d'élèves qui vivent déjà très difficilement à cause de la cherté de la vie, ce supplément de 2000 Fr constitue une véritable escroquerie de la part de l'Etat qui leur a déjà fait déboursier une somme de 5000 Fr à titre de droit d'examen.

L'Etat considère ces parents d'élève de condition modeste comme des vaches à lait. Il sait que les parents sont soucieux de l'avenir de leurs enfants et sont prêts à faire des sacrifices pour les scolariser au maximum de leurs possibilités. Si on calcule le nombre de plus en plus élevés d'élèves dans ce pays et aussi le nombre de plus en plus élevé d'échecs au Bac, cela représente beaucoup d'argent qui sort de la

poche des familles des classes populaires et qui

rentre dans les caisses de l'Etat.

MADAGASCAR

LA PAUVRETÉ ET LES TRAFICS DE ZÉBUS SE DÉVELOPPENT

La fête de l'Indépendance approche et les dirigeants veulent profiter de cette occasion pour faire croire que tout va bien dans le pays, qu'ils font quelque chose pour combattre la pauvreté, qu'ils ont une belle armée et que celle-ci est unie derrière eux, etc.

À Antananarivo, la capitale, les militaires sont à pied d'œuvre pour préparer le défilé officiel devant le chef de l'Etat et devant une brochette d'ambassadeurs et autres « observateurs étrangers » dont la présence est très appréciée par les dirigeants parce qu'elle est perçue comme une sorte de thermomètre pour mesurer le degré de leurs bons rapports.

Et puis il y a l'envers du décor, c'est à dire la réalité que vivent des millions de gens dans les villes et les campagnes. Cette réalité ne peut pas être occultée parce qu'elle est criante et crève les yeux et les oreilles, à moins d'être sourd et aveugle.

La pauvreté et le délabrement en tout genre se sont tellement aggravés que le banditisme est monté en flèche en l'espace de quelques années. Actuellement les dahalo, c'est-à-dire les bandits de grands chemins, les trafiquants de zébus et autres, sont devenus tellement puissants qu'ils narguent les gendarmes et les militaires, pratiquement au vu et au su de milliers de gens à travers la brousse mais aussi à travers la jungle que sont devenus les quartiers des grandes villes. Ils forment une sorte de mafia avec des ramifications au sein de l'appareil d'Etat.

Le phénomène des dahalo n'est pas nouveau car les voleurs de zébus ont existé depuis les époques précoloniales. Dans certaines tribus, le détournement de troupeaux était considéré comme un acte de bravoure. Le parent, le sage ou le chef traditionnel n'acceptait d'accorder la main des filles de son clan que si le futur marié était capable d'approvisionner la

communauté ou le clan en troupeaux de zébus détournés depuis des régions voisines où leur élevage était pratiqué par d'autres tribus plus enclines, de part leur position géographique ou climatique, à les élever.



Caricature parue dans le quotidien Midi Madagasikara du 23 juin

Mais aujourd'hui il ne s'agit plus de ce genre de pratiques, même si elles n'ont jamais été vraiment éradiquées. Les voleurs d'aujourd'hui opèrent pour le compte de mafias bien organisées, armées de kalachnikovs et autres armements plus ou moins sophistiqués, loués paraît-il par les militaires eux-mêmes. Certains vétérinaires accordent paraît-il à volonté des bagues et autres marquages servant en principe à identifier les bêtes pour rendre plus difficile leur vol. Ce n'est plus un secret de dire qu'il suffirait de les payer. Des douaniers véreux accordent en échange d'espèces sonnantes, les papiers nécessaires exigés pour l'exportation des animaux. C'est ainsi que des bateaux entiers se trouvent remplis de ces animaux dont la provenance douteuse est reconnue par tous. Ces bateaux partent vers de multiples horizons où les viandes issues des meilleures bêtes castrées en provenance de Madagascar sont très appréciées par les circuits

commerciaux et les grands restaurateurs. C'est pourquoi on ne parle plus aujourd'hui de quelques dizaines ou centaines de têtes mais de milliers par mois. Les autorités essaient de combattre ce phénomène mais elles sont impuissantes car il trouve des ramifications jusqu'en haut lieu.

Un certain Remenabila épaulé par ses acolytes armés narguaient depuis longtemps les gendarmes et les autorités dans la région de Farafangana située dans le sud-est. Un ou plusieurs milliers de personnes ont dû fuir les villages incendiés ou menacés de l'être, pour venir en catastrophe sur Tolagnaro (Fort Dauphin). Certaines localités sont devenues le théâtre des affrontements entre les dahalo et les militaires dépêchés par centaines sur les lieux, depuis la capitale, suite à la mort d'une dizaine d'entre eux causée par Remenabila et ses complices. Les gens sont pauvres et démunis même en temps ordinaire, alors il est difficile ne serait-ce que d'imaginer la souffrance qu'ils endurent face à leur situation nouvelle car aucune structure d'accueil n'est prévue par les autorités.

Cela fait plusieurs semaines que les gendarmes et les troupes militaires cherchent

Remenabila sans pouvoir lui mettre la main dessus. Le ministre de l'Intérieur fait preuve d'une certaine impuissance en évoquant l'éventualité de demander le soutien logistique et du matériel à la France. Quand on sait de quelle sauvagerie sont capables les soi-disant spécialistes de telles interventions impérialistes à travers le monde, cela donne froid dans le dos d'imaginer jusqu'où l'escalade qui en résulterait et les dégâts qu'elle occasionnerait, pourraient aller dans cette région pauvre.

Les dirigeants du pays ont une raison supplémentaire de paniquer car la fête de l'Indépendance arrive et ils veulent montrer l'image de militaires efficaces et bien équipés. Mais le mécontentement est tellement grand dans certaines régions délaissées et abandonnées à leur sort, que des personnes qui n'ont plus rien à perdre ne savent plus quel est le moindre mal entre la richesse arrogante des classes riches, la dictature des potentats locaux, copains comme cochons avec les hommes armés d'un côté - et les voleurs et autres mafias, de l'autre. C'est peut-être aussi cela qui explique que les dahalo et autres mafias réussissent à s'en sortir et à narguer de plus en plus ouvertement les autorités.

MADAGASCAR

RAJOELINA À LA CONFERENCE DE RIO : DES PAROLES ET DU VENT

Andry Rajoelina, le président de la Transition, est en déplacement à l'étranger. Il a profité de son passage à Rio de Janeiro pour assister à la conférence des Nations Unies sur le « développement durable », pour rencontrer des dirigeants d'autres pays et trouver éventuellement des alliances car depuis trois ans qu'il est à la tête du pays, son régime n'est toujours pas reconnu par toutes les grandes puissances.

Ce sont là les raisons officielles de son voyage. Il y a aussi dit-on, des rencontres informelles peu avouables avec les banquiers, les milieux, d'affaires ou pas, mais ça c'est une autre histoire...

Dans son discours lors de cette conférence, Rajoelina a sorti sans rire des

phrases mensongères et démagogiques du genre : *« l'accessibilité à l'alimentation de la population la plus vulnérable est une préoccupation permanente (pour lui) »*. Il a dit aussi que son objectif est que *« Madagascar soit capable de nourrir son peuple et de reprendre sa place en matière agricole comme dans les années 60-70 et devenir le grenier de l'océan Indien et du continent africain... »*. Paroles, paroles.

En somme son modèle économique serait le régime post-colonial du tristement célèbre Tsiranana, sous le mandat duquel des émeutes de la faim avaient éclaté dans le sud du pays, dont une avait été sévèrement réprimée dans l'Androy en 1971, faisant des centaines de morts. Rajoelina dit un peu n'importe quoi. Mais en supposant même qu'à l'époque de

Tsirananana le pays aurait exporté beaucoup de denrées alimentaires, il n'y aurait pas lieu de pavoiser aujourd'hui vu que dans le même temps ceux qui les produisaient, les travailleurs des villes et les cultivateurs, ne mangeaient pas souvent à leur faim. D'ailleurs si le système était si bien que ça en 1970, pourquoi le dictateur et son clan ont été balayés deux ans après, suscitant un immense soulagement à travers le pays, tellement il avait fini par dresser la population contre lui.

Sur la forme, bien des choses ont changé depuis l'époque coloniale et post-coloniale : plusieurs sortes de régimes se sont succédé depuis 1960 année de l'indépendance. Le pays est sorti de la zone du franc CFA. Des banques, des entreprises d'import-export qui s'appelaient la Marseillaise ou la Lyonnaise ont été rachetées par l'Etat. Ces appellations à forte connotation coloniale ont été débaptisées et malgachisées et leurs directeurs ainsi que des cadres européens ont été progressivement remplacés par des nationaux etc. Les noms, du pays, de la capitale et de nombreuses grandes villes ont été malgachisés aussi.

Mais sur le fond, le grand capital n'a pas du tout été perdant, ni à Madagascar ni ailleurs dans d'autres pays anciennement colonisés. La mainmise des grandes banques, des multinationales ainsi que des trusts impérialistes s'exerce partout dans le monde, tel un animal

tentaculaire géant. Et Rajoelina, à la suite de ses prédécesseurs dans ce pays, n'est finalement qu'un parmi leurs multiples serviteurs même s'il a les mains bien pleines, au point de mener un train de vie presque indécent aux yeux de la majorité de la population.

C'est pourquoi il cherche à bénéficier des bonnes grâces venant des grands de ce monde en essayant de dire, comme il en a le secret, des mots qui flatteraient leurs oreilles : « *démocratie, bonne gouvernance, parlementarisme* », etc., tout en exerçant par ailleurs, le rôle de garant de l'ordre social capitaliste, celui-là même qui affame les peuples.

Car finalement c'est précisément ce système qui est responsable des famines dans le monde et de biens d'autres calamités telles que les crises, les guerres et la liste serait longue.

Alors Rajoelina estime sans doute qu'à Rio il suffit de dire des choses qui « sonnent biens », même si ce sont de toute évidence des mensonges. C'est destiné à être entendu par les peuples pour leur faire croire qu'il plaide pour eux. En cela il n'invente rien. Bien des dirigeants ont tenu des propos similaires à Rio ou ailleurs dans le passé. Mais qui peut sérieusement croire en ces prétendues bonnes paroles, surtout émanant de la bouche de ce type d'individu qui dit une chose et fait le contraire ?

FRANCE

PAS D'ILLUSION À SE FAIRE SUR LA GAUCHE AU POUVOIR

Les élections sont terminées. Le Parti Socialiste, en plus de la présidence, a eu la majorité de députés au parlement, il était déjà majoritaire au Sénat. Beaucoup de travailleurs immigrés sont contents de l'issue de ces élections. Ils sont surtout contents du fait que Sarkozy ait été éliminé et que son parti, l'UMP n'ait plus la majorité au parlement.

Les immigrés en avaient marre d'entendre, par la bouche de l'ancien président et quelques uns de ses sous-fifres, à la radio et à la télé, qu'ils sont de trop en France. Entre autre, Sarkozy au cours de sa campagne électorale avait tellement courtoisé l'électorat du Front National que son langage anti-immigrés était à

peine différent de celui de Marine Le Pen qui disait que s'il y a le chômage en France, c'est à cause des immigrés ou que le déficit de la Sécurité sociale serait causé par les immigrés qui percevraient indument des allocations en ne voulant pas travailler ou en trichant.

Sarkozy avait fait de l'expulsion des travailleurs sans papiers un des axes de sa campagne électorale. Cela ne lui a pas réussi mais sa campagne a tout même contribué à propager un peu plus les préjugés racistes au sein d'une partie de la population. Il est bien compréhensible dans ce cas que les travailleurs immigrés dans leur très grande majorité soient plutôt contents de sa défaite.

La plupart des travailleurs immigrés ont éprouvé plus de sympathie envers Hollande et pour les hommes politiques de la gauche en général car sur la question de l'immigration leur langage était différent de celui de la droite et de l'extrême droite. Ils n'ont pas propagé la haine contre l'étranger. Souvent les militants de gauche locaux sont parmi des personnes qui défendent les droits des travailleurs y compris ceux des immigrés. Mais entre les militants de gauche qui agissent au sein de la classe ouvrière et les dirigeants des partis de gauche qui dirigent le pouvoir il y a une grosse différence.



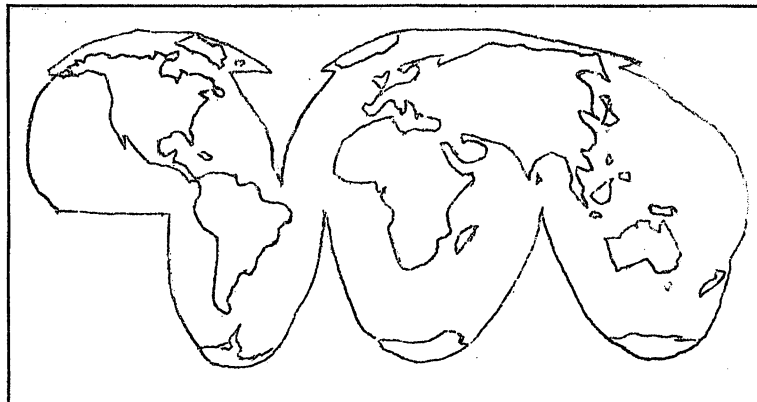
Hollande, Sarkozy et Giscard lors d'une cérémonie aux Invalides le 14 juin 2012

Ceux qui se trouvent à la tête de l'Etat et du gouvernement, eux défendent avant tout les

intérêts de la bourgeoisie. Ils se réclament de la gauche mais, comme les partis de droite, ils sont là pour appliquer la politique des patrons contre la classe ouvrière. Hollande ne va pas empêcher les licenciements, ce sont les patrons qui vont continuer à faire la loi dans les usines. Il ne pourra pas empêcher les augmentations des prix car il ne veut pas s'opposer à la loi du marché et ne veut pas obliger les patrons à augmenter les salaires. Pour ce qui concerne la politique de l'immigration, Hollande n'a pas promis de régulariser tous les sans-papiers. Tout au plus il fera quelques gestes pour rendre les choses moins dramatiques. C'est pourquoi, les travailleurs français comme immigrés, n'ont aucune illusion à se faire quant à l'amélioration de leurs conditions d'existence. Ils doivent au contraire se préparer pour lutter coude-coude.

Les travailleurs immigrés font partie de la classe ouvrière française. Ils ont les mêmes intérêts de classe et le même avenir à défendre face à la rapacité du patronat. Le gouvernement comme les patrons ne comprennent que le langage de la force. Et c'est par la lutte seulement que les travailleurs, tous ensemble, peuvent se défendre et avoir gain de cause pour leurs intérêts collectifs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.